

unnatural, considering the anxiety manifested by the country at large for its early settlement. As to the mounted police, it might be a question whether they would be acceptable to the people or not. They certainly would not under the command of the man whose name had been mentioned as commander of the forces. A much better appointment would be that of Colonel Denison, of Toronto, (hear, hear), who would not fail to be acceptable to the people and prove himself a most efficient officer.

Hon. Mr. Cameron would like to suggest that important amendments should not be made to the Bill till the motion for concurrence. They could be discussed infinitely better while the Speaker was in the chair.

Mr. Mackenzie had no objection to the adoption of his hon. friend's suggestion.

The House then rose for recess.

After recess,

Mr. Mills resumed the debate. He said there could be no doubt the present was the most important measure yet submitted to that Parliament. Many months ago the hon. member for Lanark was appointed Lieutenant Governor of the North-West Territory, the purchase money of which it was agreed should be paid before the arrival of the hon. member in the North-West. There had been a desire evinced by many hon. gentlemen opposite to throw the whole blame of failure, or to a large extent, on the Lieutenant Governor, and to show that there was no trouble there till Hon. Mr. McDougall arrived on the frontier. So far from that being the case, he (Mr. Mills) could not see how the hon. member could in any way be held responsible for what had occurred except as a member of the present Government. As a member of the Administration he certainly was responsible, but not to so great an extent as other members of the Government. Now he (Mr. Mills) supposed that every loyal man had a right to resist treason; and in case of death occurring through resistance to his acts, it was at most least justifiable homicide. When Hon.

représentant au Sénat. Il aimerait que le Gouvernement explique pourquoi il a consenti à une représentation plus importante. Il n'approuve pas les réserves de Métis et souhaiterait, comme suite à la mesure adoptée, qu'on élabore un traité qui garantirait la loyauté des Indiens à l'endroit de l'autorité britannique. Il trouve indiscret de la part du Gouvernement d'envoyer des arpenteurs dans le Territoire, bien que cela n'ait rien d'étonnant compte tenu du désir exprimé par la population en général, d'en voir la colonisation commencer dès que possible. Quant à la Gendarmerie, il s'agit sans doute de savoir si les gens la verront d'un bon œil ou non. Ils ne l'admettront certainement pas si ses agents se trouvent sous la direction d'un homme dont on a entendu dire qu'il était commandant des forces armées. Il semblerait plus judicieux de nommer quelqu'un comme le colonel Denison de Toronto, (Applaudissements) qui, sans aucun doute, serait bien accueilli par les gens et se révélerait un officier des plus compétents.

L'honorable **M. Cameron** propose qu'aucun amendement important ne soit apporté au Bill avant que la motion ne soit présentée et ratifiée. Les amendements éventuels pourraient être étudiés de manière beaucoup plus profitable en présence de l'Orateur.

M. Mackenzie ne s'oppose pas à ce qu'on adopte la proposition de son honorable collègue.

La séance est alors levée.

A la reprise de la séance,

M. Mills rouvre le débat. Il dit qu'il ne fait pas de doute que la présente mesure est la plus importante qui ait été soumise à ce jour, au Parlement. Il y a déjà plusieurs mois, l'honorable député de Lanark a été nommé lieutenant-gouverneur du Territoire du Nord-Ouest, et il a été convenu que le prix d'achat serait payé avant l'arrivée de l'honorable député dans le Territoire. Plusieurs honorables députés de l'Opposition avaient manifesté le désir de jeter le blâme entier, ou du moins une bonne part du blâme, sur le lieutenant-gouverneur et de démontrer qu'il n'y avait pas eu de conflits en cet endroit avant que M. McDougall ne se présente à la frontière. Bien au contraire, il (M. Mills) ne peut pas concevoir comment l'honorable député pourrait en aucune façon être tenu responsable de ce qui s'est passé, sauf à titre de membre du Gouvernement actuel. En tant que membre de l'Administration, il est certainement responsable, mais pas autant que les autres membres du Gouvernement. Et il (M. Mills) suppose que tout homme loyal a le droit de manifester de la résistance devant la trahison et si la mort survient à la suite de la